

Unité inter-départementale Tarn-Aveyron
Unité inter-départementale Tarn-Aveyron
Cellule carrières – mines et après-mines
Cité administratif - 19 Rue de Ciron
81013 Albi Cedex 09

Albi, le 22/05/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/05/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SARL LES GRANITS DE SEPT FAUX

3 rue de l'Arc Boisé
81100 Castres

Références : 81-CARMIN-2025-17
Code AIOT : 0006810677

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/05/2025 dans l'établissement SARL LES GRANITS DE SEPT FAUX implanté Le Plo du Sidobre - Fombals et Martoulet 81490 Saint-Salvy-de-la-Balme. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite se déroule dans le cadre d'une demande d'actions correctives (APMD du 28/09/2023, consécutif à la visite d'inspection en date du 18 juillet 2023, portant sur 2 non-conformités observés) .

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SARL LES GRANITS DE SEPT FAUX

- Le Plo du Sidobre - Fombals et Martoulet 81490 Saint-Salvy-de-la-Balme
- Code AIOT : 0006810677
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'installation visitée est une carrière de granite autorisée par arrêté préfectoral de 2016, pour une durée de 25 ans et une production de 20 000 t/an.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Propreté	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 17	Levée de mise en demeure
2	Prévention des pollutions	Arrêté Préfectoral du 06/03/2016, article PP2	Levée de mise en demeure
3	Gestion des eaux de ruissellement	Arrêté Préfectoral du 03/06/2016, article AP3	Sans objet
4	Eaux rejetées (eaux pluviales)	Arrêté Préfectoral du 03/06/2016, article PP3	Sans objet
5	Eaux de procédé	Arrêté Préfectoral du 03/06/2016, article CE4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'arrêté de mise en demeure du 28/09/2023, consécutif à la visite d'inspection en date du 18 juillet 2023, et portant sur 2 non-conformités observées est levé (aire étanche et évacuation de déchets). Il est à noter que depuis 2 mois, la carrière n'est pas exploitée, l'ensemble du personnel étant mobilisé sur une autre carrière nouvellement acquise.

Néanmoins, la carrière visitée ce jour, fait l'objet d'une surveillance régulière, et l'extraction reprendra son cours dès que la campagne d'extraction sur l'autre carrière sera réalisée.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Propreté

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 17
Thème(s) : Risques chroniques, Propreté
Prescription contrôlée : L'ensemble du site et ses abords placés sous le contrôle de l'exploitant sont maintenus en bon état de propreté [...].
Constats : L'exploitant a procédé à l'enlèvement vers des filières spécialisés des encombrants (pièces de rechange réformées sans "stockage" précis et déchets non dangereux).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 2 : Prévention des pollutions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/03/2016, article PP2
Thème(s) : Risques accidentels, Ravitaillement des engins
Prescription contrôlée : Le ravitaillement des engins est réalisé au dessus d'une aire étanche fixe ou mobile qui permet la récupération totale des hydrocarbures épanchés.
Constats : L'aire étanche équipée d'un séparateur d'hydrocarbure à alarme est praticable aux engins. La cuve GNR double peau de 2500 L réservée à l'approvisionnement des dumpers est installée sur l'aire étanche. Une autre cuve double peau d'une contenance plus réduite (1500 L) est installée sur site, elle est dédiée à l'approvisionnement en bord à bord des pelles. Celle-ci repose sur une zone étanche de granit ceinturée d'absorbants de déversements (absorption du carburant - laisse passer l'eau).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant veillera régulièrement à l'état des absorbants de déversements est au contrôle de la date d'expiration de ceux-ci.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 3 : Gestion des eaux de ruissellement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/06/2016, article AP3
Thème(s) : Risques chroniques, Pollution des eaux
Prescription contrôlée : Les eaux de ruissellement des zones en exploitation du site ainsi que celle des pistes de l'exploitation sont dirigées vers plusieurs bassins d'orage qui sont dimensionnés pour une pluie d'occurrence décennale. L'emplacement et la capacité de chacun d'eux est ajustée au fur et à mesure de l'exploitation afin que toutes les eaux de ruissellement du site soient traitées par décantation avant leur rejet dans le milieu naturel. Les bassins et les fossés de dérivation sont curés régulièrement
Constats : Les eaux de ruissellement sont recueillies dans 3 bassins (2 de décantation et 1 central servant de "stockage" pour les eaux nécessaires à l'extraction. Les bassins sont propres. Il est à noter que le volume des précipitations de ces dernières semaines est visible au niveau des bassins et sur les pistes de circulation. Quelques zones humides se sont créées.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Eaux rejetées (eaux pluviales)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/06/2016, article PP3
Thème(s) : Risques chroniques, Pollution des eaux
Prescription contrôlée : Les eaux de ruissellement provenant de la carrière sont orientées vers des bassins créés en fond de fouille. Il y a un bassin de ce type sur chaque secteur exploité (Ouest, centre et Est). Les eaux sont reprises par par pompage vers des bassins de décantation dimensionnés afin de respecter les prescriptions de rejet dans le milieu naturel. Il y a un bassin de décantation par secteur exploité (Ouest, centre et Est). Deux points de rejet sont identifiés :- à l'Ouest, au niveau de la parcelle cadastrée section A, n°1526, lieu-dit Martoulet ; - à l'Est, au niveau de la parcelle cadastrée section A, n°1060, lieu-dit Le Plo du Sidobre. Les eaux canalisées rejetées dans le milieu naturel respectent les prescriptions suivantes : <ul style="list-style-type: none">- le pH est compris entre 5,5 et 8,5 ;- la température est inférieure à 30°C ;- les matières en suspension totales (MEST) ont une concentration inférieure à 35 mg/l (norme NFT90 105);- la demande chimique en oxygène sur effluent non décanté (D.C.O.) a une concentration inférieure à 125 mg/l (norme NF T 90 101);- les hydrocarbures ont une concentration inférieure à 10 mg/l (norme NF T 90 114).
Constats : Les analyses des rejets en date du 22/01/2025 présentées par l'exploitant (Ouest au niveau de la route menant au hameau de Fombals et Est au niveau du lieu-dit Le Plo du Sidobre) montre un respect en deçà des valeurs réglementaires. Une comparaison avec les analyses en date du 17/01/2024 montre également un respect en deçà des valeurs réglementaires. Il y a constance sur 2 années consécutives concernant les analyses des eaux de rejets.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Eaux de procédé

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/06/2016, article CE4
Thème(s) : Risques chroniques, Pollution des eaux
Prescription contrôlée : Les eaux utilisées sur le site (arrosage des pistes, foration, etc.) proviennent des eaux pluviales récoltées dans les bassins en fond de fouille. Elles sont utilisées en circuit fermé.
Constats : Le bassin "central" (alimenté par les bassins de décantation et les eaux de process) fonctionne en circuit fermé pour l'arrosage des pistes et la foration. La carrière ne fonctionnant pas sur ces 2 derniers mois, le système est à l'arrêt.
Type de suites proposées : Sans suite

